

E 6326

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 17 juin 2011

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 17 juin 2011

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virement de crédits n° DEC 11/2011 à l'intérieur de la section III
- Commission - du budget général pour l'exercice 2011



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 10 juin 2011 (14.06)
(OR. en)**

11220/11

FIN 385

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 9 juin 2011
Destinataire: Monsieur György MATOLCSY, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Virement de crédits n° DEC11/2011 à l'intérieur de la section III
- Commission - du budget général pour l'exercice 2011

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC11/2011.

p.j.: DEC11/2011



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 07/06/2011

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2011
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 11, 14, 16, 18, 19, 20, 21,
22, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 11/2011

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0201 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» POSTE - 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 404 451
DU CHAPITRE - 0301 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» POSTE - 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 1 030 000
DU CHAPITRE - 0501 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» POSTE - 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 300 000
DU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 82 418
DU CHAPITRE - 2101 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» POSTE - 21 01 02 01 Personnel externe des directions générales «Développement»	CND	- 63 437
DU CHAPITRE - 2701 Dépenses administratives du domaine politique «Budget» POSTE - 27 01 02 09 Personnel externe - Gestion non décentralisée	CND	- 2 172 451
POSTE - 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée	CND	- 6 083 035
DU CHAPITRE - 2901 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques» POSTE - 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 188 776

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» POSTE - 01 01 02 01 Personnel externe	CND	1 180 768
POSTE - 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	1 412 000
AU CHAPITRE - 0401 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» POSTE - 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	522 498

AU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports»		
POSTE - 06 01 02 01 Personnel externe	CND	380 844
POSTE - 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	465 000
AU CHAPITRE - 1101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»		
POSTE - 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	60 000
AU CHAPITRE - 1401 Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière»		
POSTE - 14 01 02 01 Personnel externe	CND	450 000
POSTE - 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	200 000
AU CHAPITRE - 1601 Dépenses administratives du domaine politique «Communication»		
POSTE - 16 01 02 01 Personnel externe de la direction générale «Communication»: siège	CND	443 000
POSTE - 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Communication»: siège	CND	385 000
AU CHAPITRE - 1801 Dépenses administratives du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice»		
POSTE - 18 01 02 01 Personnel externe	CND	326 266
POSTE - 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	80 000
AU CHAPITRE - 1901 Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures»		
POSTE - 19 01 02 01 Personnel externe des directions générales «Relations extérieures»	CND	42 500
AU CHAPITRE - 2001 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»		
POSTE - 20 01 02 01 Personnel externe de la direction générale «Commerce»	CND	226 926
POSTE - 20 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Commerce»	CND	100 000
AU CHAPITRE - 2201 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»		
POSTE - 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»	CND	140 000
AU CHAPITRE - 2301 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»		
POSTE - 23 01 02 01 Personnel externe	CND	200 000
POSTE - 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	120 000
AU CHAPITRE - 2501 Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»		
POSTE - 25 01 02 11 Autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	2 384 472
AU CHAPITRE - 2601 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
POSTE - 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	254 148
AU CHAPITRE - 3101 Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques»		
POSTE - 31 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	8 852
AU CHAPITRE - 3201 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie»		
POSTE - 32 01 02 01 Personnel externe	CND	552 294
POSTE - 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	390 000

JUSTIFICATION: rééquilibrage 2011

Le présent virement est le résultat d'une opération de rééquilibrage des crédits concernant le personnel externe (agents contractuels et intérimaires, experts nationaux détachés) et les dépenses administratives décentralisées (missions, réunions, conférences, comités, études, formation, développement des systèmes informatiques), c'est-à-dire l'enveloppe dite «globale» (lignes budgétaires XX 01 02 01 et XX 01 02 11) répartie entre les directions générales (DG) de la Commission et donc entre les différents domaines politiques de la nomenclature de l'établissement du budget par activité. Ce mouvement ne porte que sur des crédits non dissociés de même nature qui sont redéployés entre les différents domaines politiques.

La Commission avait déjà adopté une approche très prudente en établissant l'enveloppe globale demandée dans le projet de budget 2011 (+ 1,13 %, soit une augmentation inférieure au taux d'inflation prévu). La création du service européen pour l'action extérieure a réduit cette enveloppe de 9,6 millions d'EUR, montant qui correspond au transfert du personnel externe (3,5 millions d'EUR) et à un virement au prorata d'autres crédits administratifs (6,1 millions d'EUR). Enfin, l'autorité budgétaire a encore diminué le montant de l'enveloppe de 7 millions d'EUR en réduisant les crédits horizontaux destinés en 2011 aux comités (- 4 millions d'EUR) et aux réunions et conférences (- 3 millions d'EUR). Il en résulte que l'enveloppe finale pour 2011 dote chaque service d'allocations très serrées et ne laisse quasiment aucune marge pour une adaptation à l'évolution des besoins, dont il était impossible d'établir précisément la nature et l'ampleur près de vingt mois à l'avance, c'est-à-dire au moment où la Commission adoptait le projet de budget. Le présent rééquilibrage vise à faire correspondre les crédits disponibles et les besoins de chaque DG, afin de tirer le meilleur parti des crédits autorisés en tenant compte du niveau actuel d'exécution.

Le mouvement général proposé dans le présent virement (dans lequel les renforcements sont strictement compensés par les prélèvements) représente 3,58 % (10,3 millions d'EUR) des crédits totaux de l'enveloppe globale pour toute la Commission.

- Ces renforcements visent en particulier à
 - renforcer le personnel externe et les missions de la DG ECFIN à la suite de sa réorganisation, afin d'assurer un suivi et une assistance plus étroits des États membres confrontés à des difficultés en matière de balance de paiements;
 - permettre au processus d'élaboration de la législation de se dérouler normalement au travers de la comitologie, conformément aux actes de base applicables, en compensant partiellement la réduction des crédits destinés aux comités qui limite considérablement la possibilité de rembourser les experts nationaux, compte tenu du programme de réunions à assurer;
 - renforcer temporairement les services afin d'accélérer la mise en œuvre du plan européen de relance économique;
 - renforcer la capacité de réaction aux crises en ce qui concerne l'aide humanitaire et la protection civile dans le Sud de la Méditerranée et en Côte d'Ivoire;
 - assumer les tâches de coordination supplémentaires assurées par les services de la Commission à la suite de la création du service européen pour l'action extérieure;
 - renforcer le budget de l'informatique afin d'améliorer encore les bases de données centrales de la Commission, de mettre au point le registre des initiatives citoyennes européennes et d'appuyer la rationalisation des systèmes informatiques de la Commission.

- La réallocation de crédits inutilisés correspond aux éléments suivants:
 - la révision des besoins de certaines DG à mi-chemin de l'exécution budgétaire, concernant principalement les études (ajustement, en particulier, des émoluments du mandataire désigné dans l'affaire de concurrence liée à Microsoft);
 - divers ajustements entre DG faisant suite à la réorganisation et à la division en 2010 de certaines DG;
 - l'utilisation de crédits qui n'étaient pas, jusqu'à présent, alloués à des domaines politiques particuliers afin de couvrir, au cours de l'exécution budgétaire, les besoins de l'ensemble des services de la Commission qui ne pouvaient pas être prévus au moment de la demande budgétaire 2010 (lignes 27 01 02 09 et 27 01 02 19).

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
01 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Personnel externe								
CND	1.553.915	0	117.188	1.308.263	362.840	1.180.768	75,99%	1.543.608
01 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	1.240.000	-1.240.000	1.412.000	0,00%	172.000
02 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.362.018	0	0	756.626	4.605.392	-404.451	-7,54%	4.200.941
03 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» - Autres dépenses de gestion								
CND	6.833.697	0	0	583.803	6.249.894	-1.030.000	-15,07%	5.219.894
04 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.501.723	0	0	358.875	5.142.848	522.498	9,50%	5.665.346
05 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» - Autres dépenses de gestion								
CND	9.703.964	0	0	1.955.104	7.748.860	-300.000	-3,09%	7.448.860
06 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» - Personnel externe								
CND	1.207.500	0	-45.938	1.066.786	94.776	380.844	31,54%	475.620
06 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	1.365.000	-1.365.000	465.000	0,00%	-900.000
07 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	3.493.624	-3.493.624	-82.418	0,00%	-3.576.042
11 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» - Autres dépenses de gestion								
CND	2.956.244	0	-249.634	212.040	2.494.570	60.000	2,03%	2.554.570
14 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière» - Personnel externe								
CND	3.018.335	0	936	2.820.372	198.899	450.000	14,91%	648.899
14 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	1.744.603	-1.744.603	200.000	0,00%	-1.544.603
16 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Personnel externe de la direction générale «Communication»: siège								
CND	6.990.132	0	0	6.339.679	650.453	443.000	6,34%	1.093.453
16 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Autres dépenses de gestion du siège								
CND	0	0	0	3.121.250	-3.121.250	385.000	0,00%	-2.736.250
18 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice» - Personnel externe								
CND	2.782.500	0	-249.375	2.000.000	533.125	326.266	11,73%	859.391
18 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Espace de liberté, de sécurité et de justice» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	2.660.478	-2.660.478	80.000	0,00%	-2.580.478
19 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures» - Personnel externe des directions générales								
CND	0	0	1.285.141	1.040.013	245.128	42.500	0,00%	287.628
20 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» - Personnel externe de la direction générale «Commerce»								
CND	1.732.500	0	-79.625	1.568.649	84.226	226.926	13,10%	311.152

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
20 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Commerce»								
CND	4.730.324	0	-81.662	300.550	4.348.112	100.000	2,11%	4.448.112
21 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» - Personnel externe des directions générales «Développement»								
CND	7.282.337	0	-4.737.765	583.572	1.961.000	-63.437	-0,87%	1.897.563
22 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»								
CND	2.004.869	0	0	223.769	1.781.100	140.000	6,98%	1.921.100
23 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Personnel externe								
CND	1.364.276	0	0	1.230.026	134.250	200.000	14,66%	334.250
23 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Autres dépenses de gestion								
CND	2.061.222	0	0	407.948	1.653.274	120.000	5,82%	1.773.274
25 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	4.523.926	-4.523.926	2.384.472	0,00%	-2.139.454
26 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	2.708.645	-2.708.645	254.148	0,00%	-2.454.497
27 01 02 09 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Personnel externe - Gestion non décentralisée								
CND	2.594.709	0	0	0	2.594.709	-2.172.451	-83,73%	422.258
27 01 02 19 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée								
CND	9.519.506	0	0	0	9.519.506	-6.083.035	-63,90%	3.436.471
29 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	3.526.510	-3.526.510	-188.776	0,00%	-3.715.286
31 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Autres dépenses de gestion								
CND	0	0	0	2.804.142	-2.804.142	8.852	0,00%	-2.795.290
32 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Personnel externe								
CND	1.325.138	0	580.689	1.240.762	665.065	552.294	41,68%	1.217.359
32 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Autres dépenses de gestion								
CND	2.121.256	0	-515.064	284.465	1.321.727	390.000	18,39%	1.711.727
Total PRÉLÈVEMENT CND						- 10.324.568		
Total RENFORCEMENT CND						10.324.568		